

ÉLECTIONS DANS UN PAYS-CONTINENT

L'Inde va-t-elle se réveiller ?

La croissance indienne est en panne. La moitié de la population a moins de vingt-cinq ans. L'extrémisme hindou est en embuscade. Les minorités musulmanes et chrétiennes sont inquiètes. Grand vainqueur des élections, le parti nationaliste hindou (BJP) devrait former le prochain gouvernement. Ce parti réveillera-t-il l'économie indienne, mais à quel prix ? Faut-il craindre le retour des conflits communautaires ?



© Fotolia

AVOTÉ.

Indiens et Indiennes devaient choisir un gouvernement qui activera l'économie et les réformes sociales.

A la fin du mois d'avril dernier, un éditeur de l'*India Times* écrit : « Nous avons passé notre temps à discuter qui est laïque et qui ne l'est pas, qui se soucie des dalits, qui

est le bon, qui est le méchant... Le premier problème de l'Inde est la question économique. Nous sommes un pays pauvre. Les pays pauvres ne peuvent pas faire grand-chose pour les citoyens, c'est aussi simple

que cela. » Mais la situation de l'Inde est-elle vraiment aussi limpide ?

Craint dans de nombreux milieux sociaux depuis de nombreuses années, le résultat des élections indiennes est un vrai tour-

nant politique. La campagne électorale avait mis essentiellement en face à face trois prétendants.

Rahul Gandhi, héritier inconsistant, dit-on, était le candidat du « Parti du congrès », phagocyté par la dynastie Nehru-Gandhi depuis 1947, au pouvoir depuis dix ans et en désaveu. Narendra Modi, lui, menait le « Parti du peuple indien » (BJP), le parti qui monte. Et qui a réussi à décrocher, au lendemain du scrutin, une alliance qui permet d'atteindre la majorité absolue des sièges au Parlement. Ce parti montant fait pourtant peur aux musulmans après les progroms de 2002, au Gujarat et en Orissa (États gouvernés précisément par le BJP) dont les auteurs sont restés impunis. Mais il est craint aussi par les minorités chrétiennes et les basses classes au vu des conséquences sociales désastreuses des réformes économiques voulues par le dirigeant de l'État du Gujarat.

Mais, tandis que le parti de Rahul Gandhi doit assumer le ralentissement de la croissance économique (4,4% en 2013 contre quelque 10% il y a cinq ans), ainsi qu'une succession de scandales économiques et la montée de l'hindouisme, une troisième force est apparue, le « Parti de l'homme ordinaire ».

DÉNONCER LA CORRUPTION

L'*Aadmi Party* est né en 2011. Son objectif : dénoncer la corruption. Son leader a précisément choisi comme emblème le balai des membres de la classe des intouchables chargés de nettoyer les rues. Cette formation politique a déjà fait une entrée remarquée au Parlement régional de Delhi. Le mouvement doit beaucoup au leader des intouchables Ramji Ambedkar, décédé en 1956. L'homme occupe une place singulière dans l'imaginaire collectif indien. Père de la Constitution et critique virulent du système des classes, il est une référence pour les dalits. C'est à Ambedkar, qui avait reçu une solide formation anglaise, que Nehru avait confié la rédaction de la Constitution indienne qui (en droit) abolit les inégalités. Mais le système des castes divise toujours l'Inde depuis sa création, malgré le prescrit constitutionnel. En 1947, Gandhi lui-même n'avait pas osé toucher à ce système de peur de briser l'unité de l'Inde. Il avait obtenu raison sur Ambedkar, dalit lui-même. Loin de disparaître avec l'avènement de la démocratie, le système des castes s'est adapté. Il s'estompe, mais ne disparaît pas. Naître dans une famille de basse caste est pire que de naître dans une famille pauvre.

L'HINDOUISME SUR LA DÉFENSIVE

La Constitution de l'Inde pose la liberté religieuse comme l'un de ses fondements. Mais cela n'empêche pas la remontée de l'hindouisme extrême à chaque élection. L'indianité qui sous-tend l'action des formations politiques et culturelles indiennes a pris beaucoup d'importance depuis la fondation du « Parti du peuple indien » (BJP) en 1980. Il a pour projet d'assurer la défense du patrimoine indien contre la montée des musulmans (13% de la population) et des chrétiens (2,5% de la population). La stratégie : multiplier les tracasseries juridiques, en limitant certains avantages aux hindous, voire en recourant à la violence et au terrorisme. Une réalité que les hindous ont longtemps eu du mal à reconnaître. Ces

Les conflits religieux sont plus dangereux que les conflits de castes. Ils peuvent s'étendre rapidement et mettre en danger la stabilité du pays.

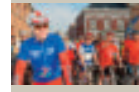
conflits religieux sont plus dangereux que les conflits de castes. Ils peuvent s'étendre rapidement et mettre en danger la stabilité du pays. En Inde, les inégalités viennent des profondeurs de l'histoire et de la culture hindoue. « Certes, dit le père Surech, prêtre catholique, défenseur des dalits dans l'État du Tamil Nadu, la Constitution indienne est laïque, ou plus précisément séculière (*secularism*). Elle tolère les autres religions, sans les soutenir. Mais l'influence de l'hindouisme persiste. La culture est plus forte que la loi fondamentale. »

DÉVELOPPEMENT POUR TOUS

Ce qui manque à l'Inde, c'est d'assurer les services publics indispensables au développement : l'éducation, la santé, l'enseignement, le logement... « La mondialisation, fait remarquer le père Surech, ne profite qu'aux riches et n'a pas d'effet positif dans les campagnes où vit encore la majorité de la population. » L'Inde a la capacité de mettre des satellites sur orbite ou de produire la bombe atomique. Mais ce sont des organisations citoyennes, souvent soutenues par des organisations étrangères, qui pallient à la carence des services publics. Dans les campagnes, les paysans ne souffrent pas seulement de la sécheresse, de grandes moussons ou de l'épuisement des terres suite à l'usage intensif de produits chimiques. En novembre dernier, la Conférence des évêques catholiques de l'Inde déclarait : « Des populations tribales sont déplacées afin de permettre la construction d'usines, de centrales ou de barrages sur des terres qu'ils occupaient depuis de nombreuses années, pour le seul appât du gain. »

Christian VAN ROMPAEY

FAITS



CLERGÉ CHAMPION. 47 prêtres, diacres, séminaristes et religieuses ont pris part au championnat de France cycliste du clergé, organisé à Steenvoorde. La compétition en était à sa quinzième édition. Elle a été remportée par... le curé de Steenvoorde. Pour ses organisateurs, elle est l'occasion de montrer une image plus vivante de l'Église.

CHARIA. Le sultanat de Brunei a instauré la charia comme loi du pays. Pour le sultan, il s'agissait de passer d'un système pénal hérité des Britanniques à un cadre légal islamique.



CLIMAT. Il est bien en train de se réchauffer, a montré Jean-Pascal van Ypersele sur base du dernier rapport du GIEC, dont il est vice-président. Il a aussi cité les défis à relever : la réduction des émissions de CO₂ et l'accès aux énergies des populations qui n'en ont pas.



APRES LE VOTE. L'économie est au service des personnes et non de l'ordre financier rappelle « Justice et Paix » dans « Pour une réforme du système financier et monétaire international ». Entre les idéologies individualistes et la recherche du bien commun, la société civile et les Églises doivent réfléchir pour construire une démocratie participative.



PAX CHRISTI. Le Prix de la Paix 2014 de ce mouvement catholique international a été attribué au Service Jésuite aux Réfugiés en Syrie (JRS Syria) pour son exceptionnel engagement dans les secours d'urgence aux Syriens depuis le début de la guerre en 2011. Quant à la section Bruxelles-Wallonie du mouvement, elle a fêté ses quarante ans en mai.



Christian VAN ROMPAEY